

Séance publique du mardi 30 décembre 2014

Convoqué le mardi 23 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 30 décembre 2014 à 11h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA, Françoise BONNET, Christophe COUR, Cédric de SAINT-JOUAN, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Bernard TRAVIER.

Absents :

Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL.

Taxe de séjour - Composantes et modalités de recouvrement suite à la réforme adoptée le 18 décembre 2014 en loi de finances 2015 (article 67)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour accueillir au mieux ses nombreux visiteurs, la Ville de Montpellier met à leur disposition de multiples équipements et infrastructures, que ce soit en matière d'aménagement urbain, de manifestations culturelles ou d'activités de promotion.

Afin que ces visiteurs participent au financement et à l'entretien des équipements, le Conseil Municipal, par délibération du 25 juillet 1989, a institué une taxe de séjour sur les hôtels, meublés et résidences hôtelières accueillant des personnes non soumises à la taxe d'habitation sur Montpellier. D'autres dispositions relatives à cette taxe ont par la suite été prises par le Conseil Municipal, entérinées par la Délibération N° 2012/261 du 29 mai 2012.

Il convient aujourd'hui de proposer au Conseil Municipal d'adopter pour la Ville de Montpellier les nouvelles dispositions relatives à la taxe de séjour, introduites par la réforme du Code Général des Collectivités Territoriales modifié, du fait de l'article 44 bis de la loi de finances 2015 adoptée le 18 décembre dernier.

Redevables, tarifs et conditions d'exonération de la taxe de séjour (Articles L. 2333-29 à 32 du CGCT modifié)

Redevables - Art L. 2333-29 : *La taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont redevables de la taxe d'habitation.*

Ainsi, les personnes séjournant à **Montpellier** dans les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes et les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes sont assujetties à la **taxe de séjour au réel**.

Tarifs - Art L.2333-30 : *Le tarif de la taxe de séjour est fixé par délibération du Conseil Municipal avant le début de la période de perception, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement par personne et par nuitée de séjour, conformément au barème fixé au présent article dont les limites seront revalorisées chaque année en fonction du taux prévisionnel d'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages hors tabac :*

A compter du **1^{er} janvier 2015**, les tarifs de la taxe de séjour au réel sont arrêtés comme suit à **Montpellier**. Le tableau ci-dessous tient compte des 10% de taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour, instituée par le Conseil Général par délibération du 26 février 1990) :

Catégories d'hébergements	Taxe communale	Taxe additionnelle départementale 10%	Taxe totale par nuitée et par personne
Palaces et autres établissements équivalents	2,00 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 5 étoiles	1,64 €	0,16 €	1,80 €
Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 4 étoiles	1,27 €	0,13 €	1,40 €
Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 3 étoiles	0,91 €	0,09 €	1,00 €
Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 2 étoiles	0,77 €	0,08 €	0,85 €
Hôtels, Résid ^{ces} tourisme, meublés de tourisme et autres établissements équivalents classées 1 étoile ¹	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Hôtels et Résid ^{ces} tourisme et autres établissements équivalents non classés ou en attente de classement	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Meublés tourisme et autres établissements équivalents non classés ou en attente de classement	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Camping et autres terrains d'hébergement de plein air classés 3 à 5 étoiles	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Camping et autres terrains d'hébergement de plein air classés 1 et 2 étoiles	0,18 €	0,02 €	0,20 €

Exonérations - Art L.2333-31 :

Les exonérations de la taxe de séjour au réel appliquée à Montpellier dans les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes et les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes sont les suivantes :

Sont exemptées de la taxe de séjour :

1° Les personnes mineures

2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonniers employés dans la commune

3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire

4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Arrêtés du Maire - Art L. 2333-32 : *Des arrêtés du Maire répartissent, par référence au barème mentionné à l'article L. 2333-30, les aires, les espaces, les locaux et les autres installations accueillant les personnes mentionnées à l'article L. 2333-29.*

Perception, recouvrement, contrôle, sanctions et contentieux de la taxe de séjour (Articles L. 2333-33 à 39 du CGCT modifié)

Perception - Art L. 2333-33 : *La taxe de séjour au réel est perçue sur les assujettis définis à l'art. L. 2333-29, pour le compte de commune bénéficiaire de la taxe, directement par les logeurs, hôteliers, propriétaires et autres intermédiaires lorsque ces personnes reçoivent le montant des loyers qui leur sont dus, avant le départ des assujettis, alors même que, du consentement du logeur, hôtelier, propriétaire ou principal locataire, le paiement du loyer est différé.*

Modalités de perception et de reversement de la taxe de séjour au réel

Art. L 2333-34 – I : *les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 versent, aux dates fixées par délibération du conseil municipal, sous leur responsabilité, le montant de la taxe calculé en application des articles L. 2333-29 à L. 2333-31.*

A Montpellier, la taxe est perçue toute l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, quelle que soit la durée du séjour, pour être reversée trimestriellement au comptable public, aux dates fixées comme suit par le Conseil Municipal :

- 1^{er} trimestre : 15 avril de l'année en cours
- 2^{ème} trimestre : 15 juillet de l'année en cours
- 3^{ème} trimestre : 15 octobre de l'année en cours
- 4^{ème} trimestre : 15 janvier de l'année suivante

Art. L. 2333-34 – II : *les professionnels qui, par voie électronique, assurent un service de réservation, de location ou de mise en relation en vue de la location d'hébergements pour le compte des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 peuvent être préposés, sous réserve d'avoir été habilités par eux à cet effet, à la collecte de la taxe et à son reversement une fois par an au comptable assignataire de la Commune, ainsi qu'à l'exécution des formalités déclaratives correspondantes.*

Formalités déclaratives, liquidation et reversement de la taxe collectée

Art. L. 2333-35 : *en cas de départ furtif d'un assujetti, la responsabilité des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ne peut être dérogée que s'ils ont avisé le Maire sous huit jours et déposé entre ses mains une demande d'exonération adressée au juge du Tribunal d'Instance. Les professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 peuvent présenter une demande en exonération dans les mêmes conditions de forme dans les deux mois suivant la facturation du séjour, lorsqu'ils justifient n'avoir pu obtenir le paiement de la taxe par l'assujetti.*

Le Maire transmet cette demande dans les 24 heures au juge du Tribunal d'Instance qui statue sans frais. A défaut de signalement dans les conditions prévues, la taxe est due par les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33.

Art. L. 2333-36 : *le montant des cotisations acquittées est contrôlé par la Commune. Le Maire et les agents commissionnés par lui peuvent procéder à la vérification des déclarations produites et demander la communication des pièces comptables s'y rapportant.*

Art. L. 2333-37 : *Les réclamations sont instruites par les services de la Commune bénéficiaire. Tout redevable qui conteste le montant de la taxe qui lui est notifié l'acquiesce à titre provisionnel sauf à en obtenir le dégrèvement par réponse motivée du Maire statuant sur sa réclamation dans un délai de trente jours.*

A Montpellier, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 doivent établir, au cours de la période de perception, un état justificatif chronologique faisant apparaître :

- le nombre de personnes ayant logé dans l'établissement et le nombre de jours passés, équivalant au nombre total de nuitées
- le cas échéant, le nombre de nuitées exonérées et les motifs d'exonération,
- le nombre de nuitées taxées,
- le montant de la taxe perçue.

(Ne doit figurer sur cet état aucun élément relatif à l'état civil des personnes hébergées).

Ils remettent, aux dates de versement fixées aux 15 avril, 15 juillet, 15 septembre et 15 janvier, ces états justificatifs de perception de la taxe de séjour aux services de la Ville.

A réception, le montant des cotisations à acquitter est vérifié par les services de la Ville qui liquident la recette pour le montant total encaissé pendant la période de perception.

Au vu de ce titre de recette, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 reversent le montant de la taxe de séjour, sous leur responsabilité, au comptable public assignataire de la Commune.

Contrôle et contentieux

Art L. 2333-38 : en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée, le Maire adresse aux logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ainsi qu'aux professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pour régularisation dans un délai de trente jours.

A défaut, un avis de taxation d'office motivé est adressé au déclarant défaillant, au moins trente jours avant la mise en recouvrement de l'imposition.

Tout retard de versement donne lieu à l'application d'un intérêt égal à 0,75% par mois de retard.

Art. L. 2333-39 : les contentieux relatifs à la taxe de séjour sont présentés et jugés comme en matière de droits d'enregistrement, de taxe sur la publicité foncière, de droit de timbre, de contributions indirectes et de taxes assimilées à ces droits ou contributions.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver l'ensemble des mesures relative la taxe de séjour telles qu'exposées ci-dessus et, afin de de mettre en œuvre la réforme du régime de cette taxe à compter du 1^{er} janvier 2015, de substituer cette délibération à toutes les précédentes,
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 décembre 2014